

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

Session annuelle
du Conseil d'administration

Rome, 4–8 juin 2012

PROJETS SOUMIS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR APPROBATION

Point 9 de l'ordre du
jour

Pour approbation



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.A/2012/9-B/2

21 mai 2012
ORIGINAL: ANGLAIS

AUGMENTATIONS BUDGÉTAIRES POUR DES INTERVENTIONS PROLONGÉES DE SECOURS ET DE REDRESSEMENT – RÉPUBLIQUE POPULAIRE DÉMOCRATIQUE DE CORÉE 200114

Appui à la nutrition maternelle et infantile

Coût (dollars É.-U.)

	Budget actuel	Augmentation	Budget révisé
Coût des produits alimentaires pour le PAM	30 473 704	65 579 163	96 052 867
Coût total pour le PAM	50 351 092	102 512 011	152 863 103

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://executiveboard.wfp.org>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est présenté au Conseil d'administration pour approbation.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

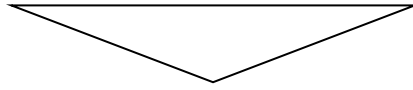
Directeur régional, ODB*: M. K. Oshidari tél.: 066513-3063

Attachée de liaison, ODB: Mme S. Izzi tél.: 066513-2207

Pour toute question relative à la disponibilité de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme I. Carpitella, Assistante administrative principale de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

* Bureau régional de Bangkok (Asie)

PROJET DE DÉCISION*



Le Conseil approuve l'augmentation budgétaire d'un montant de 102,5 millions de dollars É.-U. afin de prolonger, pour la période allant du 1^{er} juillet 2012 au 30 juin 2013, l'intervention prolongée de secours et de redressement République populaire démocratique de Corée 200114 "Appui à la nutrition maternelle et infantile" (WFP/EB.A/2012/9-B/2).

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

NATURE DE L'AUGMENTATION BUDGÉTAIRE

1. La présente révision budgétaire propose de poursuivre l'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) 200114 "Appui à la nutrition maternelle et infantile" en République populaire démocratique de Corée jusqu'au 30 juin 2013. Alors que l'opération d'urgence 200266 "Assistance alimentaire d'urgence aux groupes vulnérables" s'achèvera en juin 2012, cette prorogation permettra au PAM de relancer en juillet 2012, dans le cadre de l'IPSR 200114, les opérations d'assistance alimentaire destinées à renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations les plus vulnérables dans les zones exposées à l'insécurité alimentaire.
2. La révision budgétaire est conforme aux objectifs de l'IPSR 200114 et tient compte des nouveaux besoins, tels que l'élargissement du rayon d'action¹. Cette révision permettra:
 - d'augmenter la quantité requise de produits alimentaires de 130 931 tonnes, pour une valeur de 65,6 millions de dollars;
 - de relever de 30,2 millions de dollars le montant alloué au transport extérieur, au transport terrestre, à l'entreposage et à la manutention, aux autres coûts opérationnels directs et aux coûts d'appui directs; et
 - d'accroître les coûts d'appui indirects de 6,7 millions de dollars.

JUSTIFICATION DE LA PROLONGATION ET DE L'AUGMENTATION BUDGÉTAIRE

Résumé des activités en cours

3. L'IPSR 200114 avait été prévue pour une durée initiale de deux ans (de juillet 2010 à juin 2012), mais en 2011, les pénuries alimentaires provoquées par un hiver très rigoureux et des questions d'ordre structurel ont contraint le Gouvernement à solliciter une aide alimentaire d'urgence; l'opération d'urgence 200266 a donc été lancée en avril 2011 et se terminera le 30 juin 2012. Les activités entreprises dans le cadre de l'IPSR 200114 ont été suspendues pendant la mise en œuvre de l'opération d'urgence afin d'éviter tout chevauchement.
4. Le but de l'IPSR 200114 est de renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les zones urbaines et les régions montagneuses de l'intérieur, l'accent étant mis sur l'appui à la nutrition maternelle et infantile, conformément à l'Objectif stratégique 3². Les trois activités complémentaires ont pour objectif de:
 - réduire la faim et la malnutrition parmi les femmes et les enfants en apportant un appui nutritionnel afin d'améliorer la diversité du régime alimentaire;

¹ Le budget actuel de l'IPSR est de 50,4 millions de dollars. La deuxième révision budgétaire a modifié à la baisse les besoins estimés du départ pour éviter tout chevauchement avec l'opération d'urgence 200266 lancée en avril 2011. Le budget initial de l'IPSR était ventilé comme suit: 60,1 millions de dollars pour les produits alimentaires; 16,2 millions de dollars pour le transport extérieur; 1,6 million de dollars pour le transport terrestre, l'entreposage et la manutention; 3,3 millions de dollars pour les autres coûts opérationnels directs; 8,8 millions de dollars pour les coûts d'appui directs; 6,3 millions de dollars pour les coûts d'appui indirects – soit un coût total pour le PAM de 96,3 millions de dollars.

² Remettre sur pied les communautés et reconstituer leurs moyens de subsistance après un conflit ou une catastrophe ou dans les périodes de transition.

- appuyer la stratégie du Gouvernement pour lutter contre la faim et la malnutrition en contribuant à la production locale d'aliments enrichis; et
- rétablir et reconstituer les moyens de subsistance afin d'améliorer la sécurité alimentaire par le biais des activités Vivres pour le développement communautaire (VPDC).

Appui à la nutrition maternelle et infantile

5. Les femmes enceintes bénéficient d'une assistance alimentaire pendant six mois et les mères allaitantes pendant six mois après leur accouchement. Les enfants de 6 à 23 mois reçoivent des aliments dans les crèches. Les aliments complémentaires fournis aux femmes enceintes, aux mères allaitantes et à leurs enfants permettent de couvrir les besoins nutritionnels pendant la période critique des 1 000 premiers jours, de la conception à l'âge de 2 ans, pendant lesquels les enfants courent le plus grand risque de souffrir d'un retard de croissance.

Production alimentaire locale

6. Depuis dix ans, le PAM aide le Gouvernement à lutter contre la faim et la malnutrition en fournissant aux femmes et aux enfants des aliments produits localement, enrichis en micronutriments et faciles à digérer.

Vivres pour le développement communautaire

7. Ces activités viennent en aide aux ménages en situation d'insécurité alimentaire en leur offrant des emplois temporaires, notamment en période de soudure, dans la construction de structures de protection contre les inondations visant à améliorer la production agricole.

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS ISSUES DE LA RÉÉVALUATION

8. En dépit des améliorations apportées dans le domaine agricole depuis le milieu des années 90, la République populaire démocratique de Corée continue de souffrir de vastes pénuries alimentaires; la production est limitée par le manque de carburants et d'engrais, par des variations climatiques extrêmes et par la dégradation de l'environnement. Des taux élevés de malnutrition en sont la conséquence immédiate.
9. Selon la mission d'évaluation des récoltes et des approvisionnements alimentaires réalisée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et le PAM, le pays compte 3 millions de personnes vulnérables, dont les deux tiers vivent dans les provinces du Nord et de l'Est où l'insécurité alimentaire est la plus aiguë (Ryanggang, Nord, Hamgyong, Sud Hamgyong, Chagang et Kangwon). La majeure partie des autres personnes vulnérables résident pour la plupart dans les comtés où existe un déficit vivrier des provinces de Nord Pyongan, Sud Pyongan, Nord Hwanghae et Sud Hwanghae.
10. La mission d'évaluation a constaté que les jeunes enfants, les femmes enceintes et les mères allaitantes étaient plus particulièrement touchés par l'insécurité alimentaire. Les dossiers des hôpitaux ont confirmé que: i) dans les services de pédiatrie, les admissions d'enfants souffrant de malnutrition ont augmenté de 50 à 100 pour cent par rapport à 2010; ii) le nombre d'enfants présentant un faible poids à la naissance a beaucoup progressé; et iii) la prévalence de l'anémie chez les femmes enceintes s'accroît en période de soudure. Étant donné que le poids à la naissance est lié à l'état nutritionnel de la mère pendant la grossesse, l'insuffisance de l'apport alimentaire a incontestablement contribué à la malnutrition maternelle durant les périodes de soudure.

11. L'enquête en grappes à indicateurs multiples pour l'année 2009 fournit des données nutritionnelles détaillées à l'échelle nationale, et complète et replace dans leur contexte les constatations de la mission d'évaluation concernant l'état nutritionnel des femmes et des enfants. Les indicateurs de la malnutrition indiquaient des taux de 32 pour cent pour le retard de croissance, de 18 pour cent pour l'insuffisance pondérale et de 5 pour cent pour le dépérissement chez les enfants de moins de 5 ans. La forte prévalence du retard de croissance au niveau national témoigne d'une mauvaise nutrition des mères sur une longue période. Les données cumulées par province montrent également qu'il existe de fortes disparités entre les régions allant de 22 à 45 pour cent pour les taux de retard de croissance, de 14 à 25 pour cent pour les taux d'insuffisance pondérale, et de 2 à 8 pour cent pour les taux de dépérissement.
12. En novembre 2011, l'Institut de la République populaire démocratique de Corée pour la nutrition infantile et le PAM ont mesuré le périmètre brachial d'enfants de moins de 5 ans dans 35 comtés; d'après les premiers résultats, la prévalence de la malnutrition aiguë globale est de 14,1 pour cent et celle de la malnutrition aiguë grave de 1,6 pour cent. Chez les enfants de moins de 2 ans, le taux de malnutrition aiguë globale, qui se situe à 18,8 pour cent³, est "critique" et le taux de malnutrition aiguë grave atteint le niveau élevé de 4,5 pour cent. Effectué en octobre 2011 avec l'appui du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le dépistage nutritionnel reposant sur la mesure du périmètre brachial d'enfants de moins de 5 ans dans les provinces du Nord et de l'Est a révélé que le taux de la malnutrition aiguë globale atteignait 17,4 pour cent, celui de la malnutrition aiguë se situant à 2,8 pour cent.
13. Après la récolte de la campagne principale de 2011, les ménages ont pu se procurer des aliments riches en glucides, mais les sources de protéines et de graisses animales sont peu nombreuses. En raison de l'accès limité aux fruits et légumes frais, le risque de carences en micronutriments est élevé. Les enfants nés durant la dernière période de soudure présentant une insuffisance pondérale à la naissance devront être allaités et nécessiteront une alimentation complémentaire pour prendre du poids et grandir pendant les deux premières années de leur vie; les enfants souffrant de malnutrition aiguë auront besoin de compléments alimentaires enrichis.
14. La mission d'évaluation des récoltes et des approvisionnements alimentaires attire l'attention sur le fait qu'une nouvelle année de privations alimentaires aura une grave incidence sur la situation sanitaire et nutritionnelle des groupes vulnérables, et recommande de lancer une série d'interventions nutritionnelles fondées sur l'alimentation afin de compenser le déficit en graisses et en protéines dans le régime de la population.

FINALITÉ DE LA PROLONGATION ET DE L'AUGMENTATION BUDGÉTAIRE

15. Compte tenu de la situation actuelle dans le domaine de la sécurité alimentaire et de la nutrition, des recommandations de la mission d'évaluation des récoltes et des approvisionnements alimentaires, de l'accord du Gouvernement et des consultations avec les donateurs, le PAM propose de prolonger l'IPSR 200114 de 12 mois et d'en augmenter le budget afin de continuer à renforcer la sécurité alimentaire des populations vulnérables dans les zones exposées à l'insécurité alimentaire et de préserver l'état nutritionnel des femmes et des enfants.

³ Un taux d'émaciation supérieur à 15 pour cent est jugé "critique" (OMS, 1995). Voir www.who.int/nutgrowthdb/en.

16. À la lumière de la mission d'évaluation et des concertations tenues avec le Gouvernement au cours du premier trimestre de 2012, le PAM a réexaminé le ciblage et va accroître sa zone d'intervention, qui va passer de 65 à 82 comtés, un nombre plus important des comtés les plus vulnérables lui étant devenu accessible (voir la carte à l'annexe III).
17. Le tableau 1 indique le nombre de bénéficiaires, après révision, par type d'activité.

TABLEAU 1: BÉNÉFICIAIRES, PAR TYPE D'ACTIVITÉ						
Activité	Sous-composante	Bénéficiaires				
		Groupe cible	Nombre initial	Nombre actuel	Augmentation	Nombre révisé
Appui à la nutrition maternelle et infantile	Alimentation en milieu institutionnel	Enfants de moins de 5 ans en foyer	2 700	1 800	400	2 200
		Enfants de 5 à 6 ans en centre de résidence	2 600	1 400	300	1 700
		Enfants de 7 à 16 ans en internat	6 700	5 000	600	5 600
		Patients des hôpitaux et service de pédiatrie	170 000	6 000	44 700	50 700
	Femmes enceintes et mères allaitantes	Femmes enceintes et mères allaitantes	383 000	132 000	218 300	350 300
	Écoles/écoles maternelles/ crèches	Enfants des crèches et écoles maternelles	681 000	647 000	201 500	848 500
		Enfants des écoles primaires	840 000	532 000	151 100	683 100
Total partiel			2 086 000	1 325 200	616 900	1 942 100
VPDC	Vivres pour la création d'avoirs	Familles exposées à l'insécurité alimentaire	450 000	150 000	300 100	450 100
Total partiel			450 000	150 000	300 100	450 100
TOTAL			2 536 000	1 475 200	917 000	2 392 200

* Renvoie au nombre de bénéficiaires prévu dans l'IPSR pour la période juillet 2010–mars 2011. Suite à une révision budgétaire, l'IPSR a été interrompue pendant la mise en œuvre de l'opération d'urgence 200266 afin d'éviter tout chevauchement et de répondre uniquement aux besoins alimentaires urgents.

Gestion des risques

18. L'analyse du PAM prend en compte les risques contextuels, programmatiques et institutionnels. Le suivi mené avec le Gouvernement permettra de continuer à renforcer la capacité du PAM à réaliser des évaluations et un contrôle de qualité, mais l'absence de soutien des donateurs et un financement insuffisant se traduirait par des interruptions de l'approvisionnement alimentaire, une réduction de la couverture et une diminution du personnel de gestion du programme.

TABLEAU 2: RATION JOURNALIÈRE RÉVISÉE, PAR TYPE D'ACTIVITÉ
(g/personne/jour, sauf indication contraire)

Produit alimentaire	Appui à la nutrition maternelle et infantile									VPDC	
	Alimentation institutionnelle					Femmes enceintes et mères allaitantes	Écoliers				Vivres pour la création d'avoins
	Foyers pour les enfants de moins de 5 ans	Centres pour les enfants de 5 à 6 ans	Internats pour les enfants de 7 à 16 ans	Patients âgés de 6 mois à 16 ans – hôpitaux et services de pédiatrie	Mères – services de pédiatrie		Enfants crèches - 6 à 48 mois	Enfants écoles maternelles – 5 à 6 ans	Enfants écoles primaires - 7 à 10 ans		
Riz-lait	100	–	–	100	–	–	–	–	–	–	
Céréales	150	200	200	200	250	250	150	150	–	660	
Haricots	–	–	50	50	–	100	–	–	–	–	
Huile	25	25	25	25	–	25	25	25	–	–	
Maïs-lait/ Maïs-soja	100	100	100	100	–	100	100	100	–	–	
Biscuits	-	60	60	–	–	–	–	60	60	–	
TOTAL	375	385	435	475	250	475	275	335	60	660	
Total kcal/jour	1 550	1 600	1 800	1 900	875	1 850	1 150	1 400	270	–	
% de kcal d'origine protéique	13	11	13	14	11	14	12	11	11	–	
% de kcal d'origine lipidique	25	27	25	22	10	21	29	29	30	–	
No. de jours d'alimentation par an	365	365	365	365	365	365	300	250	250	180	

* Rémunérées en fonction de la productivité; la moyenne est de 2 kilogrammes de céréales par journée de travail et par participant pour un ménage de trois personnes.

BESOINS EN PRODUITS ALIMENTAIRES

19. La présente révision budgétaire permettra de mettre à disposition 123 747 tonnes de produits alimentaires supplémentaires, portant ainsi le total des produits alimentaires nécessaires à l'IPSR 200114 à 196 464 tonnes (voir le tableau 3). Après ajustement pour tenir compte des taux d'extraction des céréales mises en mouture, l'augmentation est de 130 931 tonnes et, une fois révisée, la quantité de produits alimentaires requise pour l'IPSR s'établit à 211 865 tonnes; les coûts figurent dans l'annexe I-A.

TABLEAU 3: BESOINS EN PRODUITS ALIMENTAIRES, PAR TYPE D'ACTIVITÉ					
Activité	Sous-composante	Catégorie de bénéficiaires	Besoins alimentaires (en tonnes)		
			Chiffre actuel	Augmentation	Chiffre total révisé
Appui à la nutrition maternelle et infantile	Alimentation en milieu institutionnel	Enfants de moins de 5 ans en foyer	235	319	553
		Enfants de 5 à 6 ans en centre de résidence	176	248	423
		Enfants de 7 à 16 ans en internat	642	906	1 548
		Patients des hôpitaux et services de pédiatrie	1 014	1 376	2 390
	Femmes enceintes et mères allaitantes	Femmes enceintes et mères allaitantes	13 629	41 465	55 093
	École/écoles maternelles/crèches	Enfants des crèches et des écoles maternelles	38 647	49 451	88 098
		Enfants des écoles primaires	7 975	9 733	17 709
Total partiel			62 318	103 497	165 814
VPDC	Vivres pour la création d'avoirs	Familles exposées à l'insécurité alimentaire	10 400	20 250	30 650
Total partiel			10 400	20 250	30 650
TOTAL			72 718	123 747	196 464

ANNEXE I-A

VENTILATION DES COÛTS DE L'AUGMENTATION BUDGÉTAIRE			
Produits alimentaires ¹	Quantité (en tonnes)	Coût moyen (en dollar par tonne)	Valeur (en dollars)
Céréales	103 597,98	345,02	35 742 942
Légumes secs	11 796,00	770,00	9 082 902
Huile végétale	8 793,72	1 230,00	10 816 281
Autres	6 743,58	1 473,56	9 937 038
Total, produits alimentaires	130 931,28*	500,87	65 579 163
Transport externe			15 680 021
Transport terrestre, entreposage et manutention			2 526 974
Autres coûts opérationnels directs			5 754 090
Total des coûts opérationnels directs			89 540 248
Coûts d'appui directs (voir l'annexe I-B) ²			6 265 370
Coûts d'appui indirects (7,0 pour cent) ³			6 706 393
COÛT TOTAL POUR LE PAM			102 512 011

* Les besoins en produits alimentaires sont plus élevés que ceux indiqués dans le tableau 3 afin de tenir compte des pertes qui se produisent pendant la mouture.

¹ Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins d'établissement du budget et d'approbation, dont le contenu peut varier.

² Chiffre indicatif donné à titre d'information. Le montant alloué au titre des coûts d'appui directs est revu chaque année.

³ Le taux de recouvrement appliqué aux coûts d'appui indirects peut être modifié par le Conseil pendant la durée du projet.

ANNEXE I-B

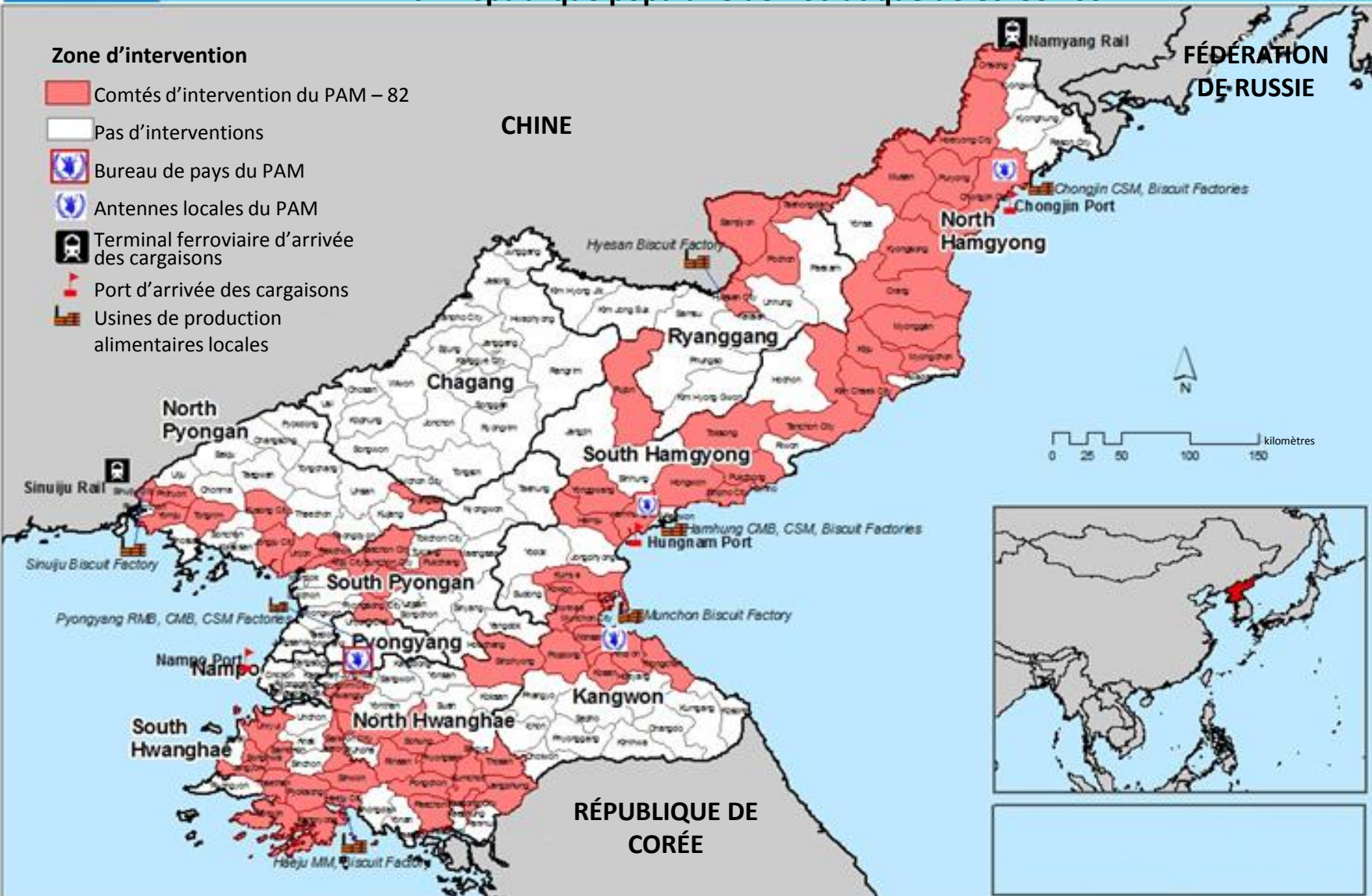
COÛTS D'APPUI DIRECTS (en dollars)	
Dépenses de personnel et frais connexes	
Administrateurs recrutés sur le plan international	3 963 959
Administrateurs recrutés au plan national	55 595
Personnel des services généraux recruté au plan national	103 253
Personnel temporaire	131 903
Heures supplémentaires	1 000
Primes de risques et de sujétion	40 800
Consultants internationaux	315 920
Voyages officiels du personnel	897 600
Total partiel	5 510 030
Dépenses de fonctionnement	
Location des locaux	151 020
Charges (électricité, etc.)	41 400
Fournitures de bureau et petit matériel	13 380
Communications	74 100
Réparation et entretien du matériel	24 180
Exploitation et entretien des véhicules	148 600
Aménagement et entretien des bureaux	100 000
Prestation de services d'organismes des Nations Unies	35 160
Total partiel	587 840
Dépenses d'équipement et autres coûts	
Location de véhicules	153 000
Matériel de communication	14 500
Total partiel	167 500
TOTAL DES COÛTS D'APPUI DIRECTS	6 265 370

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Résultats	Indicateurs de performance	Risques et hypothèses
Objectif stratégique 3: Remettre sur pied les communautés et reconstituer leurs moyens de subsistance après un conflit ou une catastrophe ou dans les périodes de transition		
Effet direct 3.1 Amélioration de la consommation alimentaire des ménages, des femmes et des enfants bénéficiaires	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Pourcentage des ménages participants ayant un score de consommation alimentaire acceptable Référence: 48% des ménages ont un score acceptable de 42 Cible: 70%	Risque: Des restrictions sont imposées en matière de collecte de données précises sur le terrain Hypothèse: Des aliments enrichis sont disponibles et distribués en temps voulu
Produit 3.1.1 Produits alimentaires de qualité distribués en quantité suffisante aux bénéficiaires ciblés Rations alimentaires distribuées aux bénéficiaires ciblés	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de femmes, d'hommes, de filles et de garçons recevant des produits alimentaires par catégorie, par activité, selon les modalités de transfert, et en pourcentage du volume prévu ➤ Quantité de produits alimentaires distribuée, par type, en pourcentage du volume prévu ➤ Quantité d'aliments enrichis, de compléments alimentaires et de produits nutritionnels spécifiques distribuée, par type, en pourcentage du volume prévu ➤ Nombre d'écoles et de centres de santé bénéficiant d'une aide 	Risques: Il y a pénurie de transport La production de produits alimentaires locaux est limitée par manque d'intrants Le manque de ressources du Gouvernement entraîne un retard des distributions alimentaires Hypothèse: Des aliments enrichis sont disponibles et distribués en temps voulu
Effet direct 3.2 Amélioration de l'accès des communautés ciblées aux avoirs pour reconstituer les moyens de subsistance	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Score des avoirs communautaires Référence: données à recueillir	Risques: Les articles non alimentaires font défaut Le nombre de participants est limité pendant les périodes de plantation et de récolte Le mauvais temps empêche une mise en œuvre adéquate des activités Vivres contre travail Hypothèse: Il existe un programme d'entretien solide pour garantir la durabilité des avoirs mis en place
Produit 3.2.1 Avoirs développés créés et reconstitués dans les communautés ciblées	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de communautés bénéficiant d'une assistance ayant amélioré, créé ou remis en état des infrastructures dans le cadre du projet ➤ Kilomètres de digues construites ➤ Hectares protégés ou mis en valeur 	
Produit 3.2.2 Céréales fournies en quantité suffisante aux bénéficiaires ciblés	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de femmes, d'hommes, de filles et de garçons recevant des produits alimentaires par catégorie, par activité, selon les modalités de transfert, et en pourcentage du volume prévu ➤ Quantité de produits alimentaires distribuée, par type, en pourcentage du volume prévu 	Risque: Il y a pénurie de transport ou de financement Hypothèse: Des aliments enrichis sont disponibles et distribués en temps voulu

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Résultats	Indicateurs de performance	Risques et hypothèses
<p>Effet direct 3.3 Maintien de la capacité locale de production d'aliments enrichis</p>	<p>➤ Maintenir la capacité actuelle de production d'aliments enrichis, y compris de compléments alimentaires de produits nutritionnels spécifiques</p> <p>Référence: 3 100 tonne d'aliments produits localement. Cible: 3 100 tonnes</p>	<p>Risque: Les intrants tels que l'assistance technique et les matières premières font défaut</p> <p>Hypothèse: Les matières premières sont distribuées en temps voulu</p>
<p>Produit 3.3.1 Aliments enrichis produits</p>	<p>➤ Nombre d'usines actuellement soutenues (12)</p>	<p>Risques: Les matières premières et les pièces détachées font défaut L'assistance technique fait défaut</p>
<p>Produit 3.3.2 Personnes recevant une aide grâce à la production alimentaire locale du PAM</p>	<p>➤ Nombre de personnes bénéficiant d'une assistance grâce à la production alimentaire locale du PAM</p> <p>➤ Nombre d'écoles bénéficiant d'une assistance</p> <p>➤ Nombre de crèches bénéficiant d'une assistance</p>	<p>Risque: L'accès aux institutions est limité</p> <p>Hypothèse: Des aliments enrichis sont disponibles et distribués en temps voulu</p>



Zone d'intervention du PAM – Augmentation budgétaire pour l'IPSR République populaire démocratique de Corée 200114



Les appellations employées dans cette carte et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT

IPSR intervention prolongée de secours et de redressement

VPDC Vivres pour le développement communautaire

UNICEF Fonds des Nations Unies pour l'enfance